



Forum européen de coopération internationale
Europe's Forum on International Cooperation

Numéro juillet 2004

+ éditorial

Existe-t-il une vision partagée sur la politique de développement européenne ?

Le thème de cet éditorial est débattu à divers niveaux et en différents lieux ; l'élargissement récent de l'Union européenne à 25 Etats membres pose la question. Les opinions à ce sujet se rencontrent ou divergent. Ellen Pfeiffer (ZEF) et Vincent Géronimi (GEMDEV) vous donnent leur avis sur le sujet dans l'éditorial de ce bulletin. Le même thème fût également débattu lors de l'Assemblée générale annuelle d'Euforic, précédé d'un débat électronique entre des experts d'Amérique latine.

<

Ellen Pfeiffer

[ZEF](#): Centre de recherche pour le développement

La politique de développement européenne est au centre d'un débat continu. Des re-négociations de traités majeurs soulèvent régulièrement des questions sur la position de l'Europe au sein du système international. Une position forte et distincte de l'Europe est plaidée largement, rangée autour des "avantages comparatifs" et d'améliorations, grâce à une meilleure coordination, une meilleure cohérence et un engagement politique. Jusqu'ici deux questions fondamentales ont rarement été discutées : existe-t-il une politique de développement européenne ? Et est-ce que "l'Europe" offre quelque perspective favorable ou avantage ?

Un "oui" à la première question paraît évident : l'Union européenne est un donateur international indépendant, avec un budget annuel de plus de six milliards d'Euros. Depuis que la première convention de Lomé ait accordé un partenariat spécial aux pays ACP, l'assistance au développement fût incorporé de façon croissante dans les traités, politiques et institutions européens.

Mais est-ce qu'une politique adoptée au niveau européen est automatiquement une politique "européenne" ? L'intégration européenne repose sur des traités : les politiques et budgets sont négociés entre les états membres et les décisions reposent souvent sur leur approbation. Pour cela ils représentent souvent des compromis diplomatiques plutôt que des objectifs communs et renforceront les intérêts nationaux spécifiques.

Dans les politiques de développement et étrangère, les intérêts nationaux diffèrent largement. Les anciens pouvoirs coloniaux tendent à sécuriser leurs sphères

Vincent Géronimi

[GEMDEV](#): Groupement d'intérêt scientifique pour l'Etude de la Mondialisation et du Développement

L'existence d'une vision partagée est un fondement essentiel de la légitimité d'une politique. Répondre positivement à la question de l'existence d'une vision commune de la politique de développement européenne serait fonder à la fois la légitimité d'une telle politique, ainsi que sa durabilité dans le temps. Plus modestement, il est possible d'inverser le raisonnement pour montrer qu'une politique de développement européenne existe, qu'elle est fondée sur des avantages comparatifs, expressions d'une vision commune. Cette vision commune, historique, doit se reconstruire en permanence. Avec l'élargissement de l'Europe, le renforcement des acteurs multilatéraux dans le domaine du développement, cette vision commune doit évoluer pour assurer le maintien d'une politique de coopération au développement propre à l'Europe.

Une politique européenne de développement n'a de raison d'exister que si elle repose sur des avantages comparatifs vis à vis des institutions multilatérales de développement. Quels sont les avantages comparatifs de la politique européenne ? Au niveau européen, la politique de coopération au développement a développé plusieurs outils originaux, ainsi que des approches spécifiques. Ces différents outils et approches dessinent des avantages comparatifs de la politique de coopération européenne. Une première liste rapide montre qu'ils résident dans :

1-Les zones géographiques d'appui (ACP) ;

d'influence ; la Norvège mène aussi bien dans l'aide au développement que dans le protectionnisme ; la politique de développement allemande rentre régulièrement en conflit avec les intérêts des exportateurs industriels ; et les nouveaux états membres ajoutent un intérêt pour leurs voisins de l'Est. A cause d'un manque d'autonomie des institutions européennes, les intérêts compétitifs mènent facilement à l'impasse politique, visible dans des conflits tels que les luttes franco-espagnoles sur le Maroc et le Sahara occidental.

Les budgets de développement nationaux reflètent ce fait, vu qu'ils dépassent le budget européen par trois fois. Même si la part européenne s'accroît de façon continue, les fonds véhiculés par les institutions européennes ne dépasseront pas les budgets nationaux dans un futur proche. Les gouvernements nationaux pourraient transférer une partie de leur budget et agenda, mais la part commune reflète néanmoins les intérêts particuliers nationaux et peut en tant que telle contredire les efforts européens. La politique de développement européenne est donc fondamentalement ambiguë.

Mais même si la politique européenne n'est pas cohérente, il y a toujours une politique de développement mise en pratique par les institutions européennes. Est-ce que cela offre une perspective valable, un "point de vente unique", un "avantage comparatif" ? Les objectifs de développement européens eux-mêmes ne sont ni innovateurs ni uniques - et l'ont rarement été. Les objectifs de développement furent construits au sein de traités depuis 1985, souvent des copies des lignes directrices développées par la Banque mondiale ou les NU. Aujourd'hui, la politique de développement européenne est engagée dans l'éradication de la pauvreté et les Objectifs de développement du millénaire des NU (ODM), à nouveau des normes internationales.

lyris@dgroups.org

Des liens étroits avec les pays ACP sont nommés de façon répétitive comme premier avantage. Même si ceux-ci sont sans aucun doute utiles à la politique étrangère, ces liens historiques pourraient bien être la faiblesse la plus évidente. Accorder des préférences dans les allocations à d'anciennes colonies est un objectif purement politique sans référence aux besoins du développement. Malgré de nombreux accords additionnels, les traités européens favorisent de façon croissante les pays à moyens revenus, contredisant l'orientation officielle de la "pauvreté".

Un multi-latéralisme fort et une orientation de partenariat sont nommés comme second avantage "européen". Toutefois, selon Dearden (2002), l'évaluation a démontré peu d'évidence d'une dépendance efficace ou d'une propriété locale renforcée dans les projets européens. Les donateurs ont dominé le dialogue, fixés des demandes irréalistes dans les traités, mais ont montré de la négligence quand les exigences ne furent pas

2-Les modes d'intervention (le partenariat) ;

3-Les secteurs d'intervention (appui à l'intégration régionale, mécanismes de compensation des fluctuations des cours, appui à la société civile);

Ces avantages comparatifs révélés trouvent leurs sources dans l'histoire de la construction européenne, aussi bien que dans l'histoire coloniale des pays membres. Ce passé a laissé de fortes relations préférentielles avec certains pays en développement (langue, monnaie, accords bilatéraux, et européens). L'Europe, pionnière dans la construction d'une zone d'intégration régionale s'est logiquement positionnée sur ce créneau. L'approche volontariste à l'origine de la construction européenne se retrouvait aussi à travers la mise en œuvre de mécanismes de compensation (Stabex, Sysmin) . Enfin, le haut degré de développement social trouve un prolongement dans le soutien préférentiel aux secteurs sociaux. Les conventions UE-ACP successives, sont toutes l'expression de ces avantages comparatifs.

Ces différents outils et mécanismes expriment l'existence d'une vision commune, historique, en perpétuelle évolution de la politique européenne de développement... Elle justifie l'existence d'une telle politique.

Pourtant, cette même politique apparaît menacée. Les politiques de coopération au développement n'échappent pas au mouvement d'homogénéisation des idées et des politiques, mouvement porté par la globalisation. L'extension au niveau international du thème de la lutte contre la pauvreté en est une bonne illustration. Elle questionne l'existence même de politiques de développement en dehors des institutions multilatérales spécialisées sur ces thèmes... La Banque mondiale, par exemple, serait la mieux placée sur ces politiques, en tout cas mieux placée que les politiques de coopération européenne du point de vue de l'efficacité . L'extension de l'Europe comporte aussi un risque de dilution des spécificités des politiques européennes au sein d'un ensemble de pays plus important.

Finalement, quelles sont les perspectives pour une politique européenne de coopération au développement ? Elles dépendent crucialement du devenir des avantages comparatifs de la politique de développement de l'Europe. Ceux-ci ne découlent pas seulement de l'histoire ou des dotations en facteurs de production. Ces avantages comparatifs sont aussi " construits " à travers des politiques volontaristes. La re-construction perpétuelle d'une vision partagée de la politique de développement

rencontrées. Les politiques européennes concernant la participation de la société civile furent préparées sans la participation de la société civile (VENRO, 2003)

Peu d'exemples appuient la revendication d'une performance européenne supérieure dans quelque domaine lié au développement que ce soit. Ils montrent plutôt un énorme fossé entre la théorie et la pratique, entre les intentions formulées et les ressources engagées. Les documents européens appellent à la paix et aux droits de l'homme, mais les acteurs européens échouent dans l'arrêt de massacres même dans leur arrière-cour. Ils font appel à des approches participatives, mais deviennent célèbres pour vivre bien et à l'abri dans la capitale de l'Afghanistan, alors que le reste du pays est abandonné aux guerres des drogues. Ils appellent au multi-latéralisme et aux NU, mais ce ne fût pas un commissionnaire européen qui accompagna récemment Kofi Annan au Soudan.

La politique de développement européenne offre des opportunités en théorie, mais est contredite et désarmée quand elle dépend de la coopération d'un état membre supplémentaire. Pour les gouvernements nationaux, les débats sur les politiques européennes servent de distraction, de dissimulation, et pour éviter les responsabilités. Les politiciens nationaux évitent des positions claires en appelant à une vision commune. Le débat est distrait des objectifs de développement par la structure et les formalités. Les politiques sont mis autour de la table des négociations, mais le résultat "européen" cache ceux qui sont responsables des intérêts fragmentés.

Des fissures profondes ne deviennent évidentes que quand les "partenaires" rompent les contrats et les politiques. Régulièrement les institutions européennes échouent dans le soutien de leurs revendications, dans la suggestion de conséquences claires en cas d'échec ou dans le renforcement des conventions grâce à des sanctions. Même si un tel mécanisme est prévu, chaque accord peut être renégocié - comme l'a illustré de façon impressionnante la seule politique financière.

Une telle approche est dangereuse et encourage les abus, aussi bien dans la politique de développement que dans les politiques étrangère et de sécurité. Les partenaires internationaux apprennent qu'ils ne sont tenus par aucun accord, vu que les gouvernements européens pourraient même échouer dans la négociation d'une note de protestation. Les dictateurs et les terroristes soutiennent leur combat avec les positions européennes vu qu'aucune voix européenne ne s'y opposera. Avec 25 états membres, chaque question de développement touche à des intérêts singuliers.

Peut-être que l'Europe pourrait offrir un modèle favorable pour une politique de développement à succès. Mais tant

européenne est indispensable à l'existence future d'une telle politique.

(1). Voir par exemple les travaux du GEMDEV :

- " [L'Europe et le Sud à l'aube du XXI^e siècle. Enjeux et renouvellement de la coopération](#) ", EADI-GEMDEV, Khartala, Paris 2002 ;
- " [L'Union européenne et les pays ACP](#) ", Karthala, Paris, 1999 ;
- " [Développement, vers une identité européenne mieux affirmée ?](#) ", Documentation française, Paris, 2000

(2). "[European Development Cooperation to 2010](#)", S. Maxwell et P. Engel, ODI Working Paper n°219.

que les états membres seront capables de déformer les résultats, ils tenteront de les utiliser comme couverture. A la place d'un impact sur le développement, les résultats sont des théories pharisaïques, de l'hypocrisie morale et un véhicule bon marché pour la dissimulation des intérêts nationaux. Les réformes récentes après des décennies de critiques encouragent fortement l'espoir pour un progrès futur rapide, et l'agenda des réformes est encore long.

L'Europe n'a pas besoin de plus de débats politiques, elle en a besoin de moins. Les questions de développement sont des questions mondiales, l'agenda politique devrait prendre place au niveau mondial de toute façon. La politique de développement européenne pourrait offrir des gains efficaces pour la coopération au développement, aider la coordination des politiques nationales et promouvoir la consistance avec les objectifs de développement mondiaux. Mais toute recherche d'une politique de développement distincte serait contre-productive, sans considération pour les motivations nationales sous-jacentes pour toute intégration européenne.

-
- Dearden, Stephen (2002): Does the EU's Development Policy Have Any Future?, Discussion Paper of the European Development Policy Study Group, Development Studies Association. Ceci et d'autres documents : [en ligne](#)
 - VENRO (2003): Statement of the Working Group on European Development Policy on Participation of Non-State Actors in EC Development Policy, February 2003, : [en ligne](#) (pdf)
 - Overseas Development Institute: European Development Cooperation to 2010, Briefing Papers : [en ligne](#)

+ en vedette

Assemblée générale annuelle d'Euforic, 8 et 9 juin 2004

faciliter le travail en réseau international

«L'apprentissage en réseau : quels sont nos devoirs ?» fût l'intitulé de l'Assemblée générale annuelle d'Euforic lors de laquelle une cinquantaine d'experts en développement se sont réunis. Avec cette rencontre, précédée par une série de trois débats électroniques sur la politique de développement européenne, l'intention était d'encourager et de promouvoir la participation du Sud dans les débats européens à venir sur les politiques de développement de l'UE, et de renforcer aussi bien les activités d'Euforic que celles de ses membres dans le domaine de l'apprentissage en réseau.

La rencontre a démontré les possibilités et les difficultés que comporte la facilitation de la formulation et de l'avancement des perspectives des partenaires du Sud sur les politique et pratique de développement européennes internationales. Le coordinateur de Grupo Chorlaví a partagé les riches résultats de la consultation électronique entre les experts d'Amérique latine sur les relations de développement Amérique latine – UE. Leurs recommandations alimenteront une conférence de haut niveau sur la politique de développement de l'UE («L'Europe et le Sud : une nouvelle ère») organisée par le SID, en collaboration avec l'EADI et Euforic. Ceci est un exemple concret de la manière dont Euforic facilite le dialogue international sur des questions de politiques de développement.

Les difficultés inhérentes au travail en réseau électronique sont devenues manifestes dans les rapports des débats électroniques anglais et français, qui n'ont pas répondu aux attentes. Ceci a donné comme résultat un échange d'expériences intéressant lors de la rencontre, et un appel à procédures et à un travail en réseau prolongé sur la modération et la facilitation du travail en réseau électronique.

La rencontre a données des idées et leçons sur ce qui pourrait réellement rendre plus effectif le travail en réseau international, que chacun puisse obtenir les résultats visés et générer la prise de conscience sur certains thèmes qui pourront être expérimentés plus avant et considérés de façon critique. Comme la présence d'objectifs clairs, l'encouragement de l'apport de ressources par les membres au bénéfice de tous, et le pourvoi d'un forum pour l'échange des expériences.

Pour Euforic, les résultats de la rencontre sont la confirmation du besoin d'aider à l'apport dans le débat international des visions des organisations du Sud, tout en le reliant au processus de prise de décision au sein de l'Europe. Euforic cherchera à élargir ses relations avec des organisations du Sud et de l'Est. Ce besoin fût à nouveau soulevé lors de la partie interne de cette rencontre de deux jours.

En agissant ainsi, Euforic suit une approche de travail en réseau, renforçant le travail en réseau parmi ses organisations membres, tout en étant flexible et ouvert à d'autres organisations et initiatives. Toutefois, avec un objectif de contenu clair et un dossier d'offres pour ses membres, ce dernier ayant été approuvé lors de la partie consacrée aux affaires de la rencontre.

Enfin, en parlant du travail en réseau international et des possibilités d'Internet, il reste crucial de garder en tête que les TIC ne peuvent pas tout délivrer. Les expériences partagées ont démontré clairement que l'efficacité du travail en réseau repose sur la rencontre des personnes, et l'existence d'un noyau social pré-existant. Pour Euforic, ceci signifie qu'un effort continu doit être entrepris afin de compléter son produit de base (le portail Web) avec d'autre médias.

Pour les rapports complets des rencontres, présentations faites, galerie photo et documents de fond, merci de consulter la section [«à propos»](#) du site Web.

Ramesh Jaura élu nouveau président d'euforic

Le 9 juin 2004, la Coopérative Euforic a élu Rames Jaura en tant que son nouveau Président. Jaura (62) apporte à Euforic une expérience de presque quarante ans dans le domaine de la communication mondiale et du journalisme traitant des questions du développement. Rames Jaura est membre du Conseil de Directeurs de l'association internationale [IPS](#) (Inter Press Service) et Directeur d'[IPS Europe](#), ainsi que Président du Global Cooperation Council (Conseil mondial de coopération) dont il était le co-fondateur en 1983, alors sous le nom de North-South Forum (Forum Nord-Sud). En juin 1966, le Président fédéral d'Allemagne lui a accordé la Croix fédérale sur ruban pour la promotion de l'entente internationale.

Jaura a gracieusement accepté la Présidence d'Euforic, étant disposé à relever ce nouveau défi. « Le fait qu'Euforic est une plate-forme pour le débat sur Internet et au-delà, destinée à des communautés engagées dans la coopération internationale de l'Europe, est une véritable gageure » a commenté Jaura après sa nomination. « Le plus grand défi est l'implication du Sud, afin d'enfermer une véritable coopération internationale basée en Europe » a ajouté Jaura.

Euforic est un réseau d'organisations de développement rassemblant des perspectives différentes en un seul site logique contenant plus de 15,000 pages Web. Ses objectifs sont l'intensification de la transparence des politiques de coopération internationale européenne et la stimulation de la coordination et de la cohérence au sein des décisions politiques. Euforic tend à une coopération internationale effective et durable à travers l'échange des connaissances.

Pour de plus amples informations veuillez contacter [Claire Janssens](#)

+ nouvelles des membres



- **conférence SID-EADI-Euforic 'La coopération au développement européenne : vers un nouveau politique et un nouvel engagement'.**

« Nous sommes heureux d'annoncer les détails de cette conférence internationale de la société civile, organisée par SID Europe, EADI et Euforic au sein du cadre du large programme européen EDC2010. L'objectif de cette conférence est d'explorer les opportunités pour un nouveau politique et de poser les fondations pour un nouvel engagement des politiciens et de la société civile en regards de l'agenda de développement. Lisez plus en <http://www.euforic.org/sid-europe>. »



- **APRODEV et SOS FAIM - communiqué de presse - Vendredi 25 juin 2004**

"La destruction des moyens d'existence des éleveurs de poulets en Afrique de l'ouest est un scandale. Les exportations de l'UE de produits de viande non conformes aux normes doivent s'arrêter". Rob van Drimmelen, Secrétaire général d'Aprodev, Association des organisations de développement européennes liées au Conseil oecuménique des églises, a fait cette déclaration hier lors d'une rencontre avec des représentants de la Commission européenne sur la question des exportations de poulets de l'UE vers le Cameroun.

Aprodev a introduit un document de recherche de 170 pages écrit par une organisation des églises partenaire camerounaise sur l'impact des importations massives de poulets congelés de l'UE vers le Cameroun et l'Afrique de l'Ouest. Ces exportations de viande de qualité douteuse se sont accrues sur les six dernières années de 2100%.

Le travail de développement de partenaires européens est directement affecté. Les membres d'Aprodev, allemand (EED) et hollandais (ICCO), ainsi que SOS Faim, ont investi une assistance en développement considérable dans les petits élevages de poulets afin de les aider à améliorer leurs moyens de subsistance. Tous les éleveurs ainsi aidés ont fait faillite suite au déclin imprévu du prix de la viande de poulet sur les marchés locaux. Le déclin des prix est dû aux importations massives et incontrôlables de poulets congelés d'Europe.

"Ce commerce inéquitable est une offense aux pauvres, aux agriculteurs, à la santé de notre population et à notre économie nationale", a déclaré Bernard Njonga, directeur de l'ACDIC, l'organisation citoyenne camerounaise qui a conduit l'enquête. Selon ses estimations, les poulets importés ont mis au chômage 111 000 personnes. La viande est hautement infectée par la salmonelle et autres microbes dangereux. Jusqu'à 85% de l'échantillon testé est inadéquat pour la consommation humaine, selon les tests faits par l'Institut Pasteur. Mais elle est toujours vendue et mangée.

Lors d'une discussion avec des fonctionnaires de l'UE et des cercles d'entreprise, il n'y avait pas de discussion sur le fait qu'il y ait un problème. La nature destructive de ce commerce ne fût pas discuté non plus. Il y avait un manque de clarté de toutes parts sur l'origine du problème et comment mettre fin à la nature destructrice de ce commerce.

"Nous suspectons qu'il y ait des doubles normes pour la qualité de la viande qui peut être mise

sur les marchés domestique et international et que des pratiques de fraude et illégales prévalent" a déclaré Rudolf Buntzel de l'EED. "Nous allons continuer à enquêter et présenter plus de preuves", a-t-il déclaré.

Il y avait un accord que dans les négociations sur les Accords de partenariat économique entre l'UE et les régions d'Afrique centrale et d'ouest, le Cameroun devrait être renforcé afin de se défendre contre ce commerce agressif et inéquitable. Toutefois, les ONG restent sceptiques sur la capacité du gouvernement camerounais à défendre les intérêts des populations rurales pauvres et la santé des consommateurs sans une pression publique forte et continue.

ACDIC, avec le support de leurs partenaires européens, a lancé une campagne, mobilisant les citoyens et exerçant une pression afin de défendre les droits des consommateurs. Ceci en a fait un débat chaudement débattu dans les médias et dans les élections à venir.

"En Europe, les ONG impliquées vont se rassembler au sein d'une alliance qui donnera un support à la campagne camerounaise. Elles mettront la pression sur l'UE, les gouvernements des états membres et le secteur privé afin de trouver des chemins pour remédier à ce commerce inéquitable", a déclaré Jean Jacques Grodent de SOS Faim.

Pour plus d'information, merci de contacter :

Bernard Njonga, ACDIC, tél: +237 222 4682/62 44

Dr. Rudolf Buntzel-Cano, EED r.buntzel@gkke.org tél: +49 30 20355-255

Jean-Jacques Grodent, SOS Faim, jjgrodent@sosfaim.be, tél: +32 2 548 06 79

Rob van Drimmelen, APRODEV, rob@aprodev.net, tél: +32 2 234 56 60



- **CIDSE - communiqué de presse**

La proposition de loi sur la Taxe Tobin/Spahn a été votée ce jeudi 1er juillet à 20h10 en séance plénière de la Chambre.

Pour le réseau, c'est l'aboutissement de six ans d'un patient travail de sensibilisation, de lobby politique, de rencontres avec les parlementaires, de pression de la part du public via lettres et pétitions et de contacts avec la presse. Tous les éléments de ce cocktails étaient indispensables à sa réussite et ont contribué à transformer en loi ce qui était considéré comme une utopie voici six ans. Mais le combat ne fait que commencer, puisqu'il faut maintenant travailler avec les associations et les parlementaires des autres pays de la zone euro pour qu'ils adoptent le même type de loi, sans négliger la pression au niveau international, dans le cadre des objectifs du millénaire...

Isabelle Franck

Entraide et Fraternité/Action Vivre Ensemble

rue du Gouvernement Provisoire 32

1000 Bruxelles

tél.: 02/227 66 86 fax : 02/217 32 59

site web : <http://www.entraide.be/>

visitez aussi <http://www.pauvrete.be/>

<